Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 1 juin 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil
Ville de Deux-Montagnes

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Deux-Montagnes (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Deux-Montagnes au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

MARIE-CLAUDE DAGENAIS, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Blainville, le 1er juin 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations	
		2022	2021
Revenus			
Taxes	1	22 278 243	21 805 767
Compensations tenant lieu de taxes	2	672 834	608 912
Quotes-parts	3		
Transferts	4	7 741 823	1 970 173
Services rendus	5	5 271 621	4 585 730
Imposition de droits	6	1 896 652	2 014 649
Amendes et pénalités	7	601 957	595 242
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	256 940	123 286
Autres revenus	10	423 222	684 761
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	39 143 292	32 388 520
Charges			
Administration générale	14	4 854 445	4 906 350
Sécurité publique	15	7 632 506	7 150 736
Transport	16	5 449 190	4 959 589
Hygiène du milieu	17	7 124 391	6 140 786
Santé et bien-être	18	522 611	487 819
Aménagement, urbanisme et développement	19	947 138	888 178
Loisirs et culture	20	5 117 202	4 379 254
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	688 877	729 823
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	32 336 360	29 642 535
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 806 932	2 745 985
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	77 426 807	74 680 822
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	77 426 807	74 680 822
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	84 233 739	77 426 807

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 739 042	4 274 974
Débiteurs (note 5)	2	23 824 547	17 213 400
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	2 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	51 420	
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	27 615 009	23 488 374
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		272 581
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 917 977	7 811 672
Revenus reportés (note 12)	12	2 122 158	2 048 244
Dette à long terme (note 13)	13	29 016 847	32 411 277
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		42 514
Autres passifs (note 14)	15		
	16	40 056 982	42 586 288
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 441 973)	(19 097 914)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	96 234 560	95 987 641
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	85 700	133 700
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	355 452	403 380
	23	96 675 712	96 524 721
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	84 233 739	77 426 807

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations	
		2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 806 932	2 745 985
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(5 082 456)	(7 641 695)
Produit de cession	3	358 688	299 366
Amortissement	4	4 833 439	4 566 432
(Gain) perte sur cession	5	(356 590)	(287 692)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(246 919)	(3 063 589)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	48 000	38 678
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	47 928	(118 131)
	13	95 928	(79 453)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	6 655 941	(397 057)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(19 097 914)	(18 700 857)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(19 097 914)	(18 700 857)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(12 441 973)	(19 097 914)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.
Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 806 932	2 745 985
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 833 439	4 566 432
Autres			
▪ Gain sur cession d'actif	3	(356 590)	(287 692)
▪	4		
	5	11 283 781	7 024 725
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 611 147)	241 377
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 106 305	(1 355 424)
Revenus reportés	9	73 914	10 933
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(93 934)	(66 056)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	48 000	38 678
Autres actifs non financiers	13	47 928	(118 131)
	14	5 854 847	5 776 102
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 082 456)	(7 641 695)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	358 688	299 366
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(4 723 768)	(7 342 329)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	(400 000)
Cession	23		
	24		(400 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	2 911 000	3 517 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(6 329 650)	(5 364 432)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(272 581)	13 028
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	24 220	25 798
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(3 667 011)	(1 808 606)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(2 535 932)	(3 774 833)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	4 274 974	8 049 807
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	4 274 974	8 049 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	1 739 042	4 274 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville ainsi que les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après l'élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques.

a) Périmètre comptable

La Ville contrôle l'organisme sans but lucratif La Corporation du Manoir Grand Moulin. L'organisme est consolidé à 100%.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 44.25% (40,85 % en 2021) pour les opérations courantes et 48,97% (49,06% en 2021) pour les postes du bilan.
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 35,70% (35,80% en 2021) pour les opérations courantes et 35,97% (36,01% en 2021) pour les postes du bilan.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, la dépréciation des actifs financiers, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation, du passif au titre des sites contaminés, des réclamations en justice et des hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et obligation au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Actifs financiers et non financiers

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Infrastructure		
	Hygiène du milieu - eau potable	40 ans
	Hygiène du milieu - eaux usées	30 à 40 ans
	Réseau routier - construction chemin, trottoir, rue	40 ans
	Réseau routier - construction surfaçage d'origine	15 à 20 ans
	Réseau routier - éclairage de rues	20 ans
	Réseau routier - signaux de circulation	15 à 20 ans
	Réseau routier - aménagements de parcs stat.	20 ans
	Autres infrastructures	20 à 40 ans
Bâtiments		25 à 40 ans
Bâtiments - réparation majeures et autres		20 ans
Améliorations locatives		10 à 15 ans
Véhicules - automobiles		7 à 10 ans
Véhicules lourds		20 ans
Ameublement, équipement informatique et de communication multimédia		5 ans
Ameublement et équipement de bureau		10 ans
Machinerie, outillage et équipements - machinerie lourde et unité mobile		20 ans
Machinerie, outillage et équipements - autres		10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
- Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« Loi RRSM »). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la Note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détail sont fournis, s'il y a lieu, dans la ‘section 3 - Commentaires sur les résultats’ du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Deux-Montagnes, pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur de l'actif et du rendement espéré de l'actif, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année en cours selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels net non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation aux titres des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: la mesure qui consistait à affecter aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir la totalité ou une partie du coût des services passés découlant de modifications de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime n'est plus utilisée depuis 2020.

Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015. Ce montant est amorti sur DMERCA des salariés actifs touchés soit 17.75.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 171 804	2 251 615
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	767 238	2 023 359
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	1 939 042	4 274 974
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	(200 000)	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	1 739 042	4 274 974
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	402 397	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	2 862 962	1 809 000

Note

Les placements court terme portent intérêts à 3%.

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	911 888	854 075
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	14 304 946	12 485 350
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	6 280 400	1 838 035
Organismes municipaux	16	897 285	807 581
Autres			
▪ Autres	17	1 430 028	1 228 359
▪	18		
	19	23 824 547	17 213 400
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	7 134 009	7 962 056
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22	558 091	604 455
Autres tiers	23		
	24	7 692 100	8 566 511
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	874 737	846 117
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	62 235	124 871
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	11 490 293	9 977 333
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	965 000	
Ministère de la Culture et des Communications	29	632 319	721 961
Autres ministères/organismes	30	1 155 099	1 661 185
	31	14 304 946	12 485 350

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39	2 000 000	2 000 000
	40	2 000 000	2 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Les placements portent intérêt de 1.00% à 2.03% et leur échéances varient entre le 28 janvier 2023 et le 28 janvier 2026

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	51 420	(42 514)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	51 420	(42 514)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	783 971	867 542
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49	65 426	44 875
Régimes de retraite des élus municipaux	50	47 721	41 496
	51	897 118	953 913

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000 $ portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2022, cette marge de crédit est inutilisée et le taux est de 6.45% (2.45% en 2021).

La Ville a également 7 prêts à terme disponible, d'un montant total autorisé de 24 530 000 $, ceux-ci sont non utilisés au 31 décembre 2022 et portent intérêts à 1%.

Un organisme dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 750 000 $ (270 000 $ selon la quote-part) portant intérêt au taux préférentiel, renouvelable le 30 juin 2023. Au 31 décembre 2022, l'emprunt bancaire est inutilisé.

Un organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 591 996$. Cette marge de crédit d'un montant de 200 000 $ porte intérêt au taux préférentiel de 6.45% et est garanti par la SHQ.

Un organisme dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000 $ (369 000 $ selon quote-part) qui portent intérêts au taux préférentiel (6.45% au 31 décembre 2022). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2022, la marge de crédit n'est pas utilisée.

11. Créditeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 749 346	2 125 348
Salaires et avantages sociaux	56	3 300 543	3 138 921
Dépôts et retenues de garantie	57	1 145 808	993 501
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Organismes municipaux	59	1 631 934	1 469 887
▪ Autres	60	90 346	84 015
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	8 917 977	7 811 672

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	182 243	163 836
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	149 912	62 512
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Revenus percus d'avance	80	88 259	42 885
▪ Apports reportés (subvention)	81	1 697 243	1 774 505
▪ Produits criminalité	82	4 501	4 506
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	2 122 158	2 048 244

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2022	2021
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	5,25	2023	2027	88	26 719 000	29 751 857
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres	3,10	3,10	2024	2024	95	2 405 528	2 791 321
					96	29 124 528	32 543 178
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(107 681)	(131 901)
					98	29 016 847	32 411 277

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		4 946 700		397 944	5 344 644
2024	100		8 082 200		2 007 584	10 089 784
2025	101		9 165 700			9 165 700
2026	102		2 645 300			2 645 300
2027	103		1 879 100			1 879 100
2028 et plus	104					
	105		26 719 000		2 405 528	29 124 528
Intérêts et frais accessoires	106			( )		( )
	107		26 719 000		2 405 528	29 124 528

Note

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108		
Assainissement des sites contaminés	109		
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	36 775 476	798 042		37 573 518
Eaux usées	116	41 075 304	196 472		41 271 776
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	44 871 248	2 063 873		46 935 121
Autres					
▪ Autres	118	9 792 318	515 412		10 307 730
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	31 928 582	277 110		32 205 692
Améliorations locatives	122	132 543	10 120		142 663
Véhicules	123	6 436 483	135 945	303 815	6 268 613
Ameublement et équipement de bureau	124	2 779 752	93 238		2 872 990
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 829 203	182 200		5 011 403
Terrains	126	4 379 487	73 516		4 453 003
Autres	127				
	128	183 000 396	4 345 928	303 815	187 042 509
Immobilisations en cours	129	829 165	736 528		1 565 693
	130	183 829 561	5 082 456	303 815	188 608 202
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	13 629 214	734 780		14 363 994
Eaux usées	132	19 786 281	1 040 394		20 826 675
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	28 265 185	858 829		29 124 014
Autres					
▪	134	2 181 679	439 266		2 620 945
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	15 336 413	979 496		16 315 909
Améliorations locatives	138	49 909	14 159		64 068
Véhicules	139	3 159 385	374 832	301 717	3 232 500
Ameublement et équipement de bureau	140	2 165 746	143 926		2 309 672
Machinerie, outillage et équipement divers	141	3 268 108	247 757		3 515 865
Autres	142				
	143	87 841 920	4 833 439	301 717	92 373 642
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	95 987 641			96 234 560
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150		
	151		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Autres	165	355 452	403 380
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	355 452	403 380

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville et ses organismes se sont engagés en vertu de contrats, d'enlèvement des matières recyclables, d'évaluation foncière, de déneigement, de location d'équipements et autres échéant à différentes dates jusqu'en 2028, pour une somme totale de 3 638 000$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2023	2 328 000 $
2024	488 000 $
2025	291 000 $
2026	184 000 $
2027	273 000 $

De plus, la Ville s'est engagée par résolution de verser la somme maximale de 100 000$ pour l'acquisition d'un module de jeu pour un parc école.

Un organisme s'est engagé en vertu d'appels d'offres pour l'acquisition de trois véhicules et d'équipements véhiculaires. Le solde de ces engagements s'établit à 256 000 $ (91 000 $ selon la quote-part) et est exigible au cours du prochain exercice.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différent accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 303 600 $ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2023	45 000 $
2024	45 800 $
2025	47 700 $
2026	49 600 $
2027	31 400 $
2028 et plus	84 700 $

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2022	Solde des cautionnements 2021
Emprunts temporaires				
	171			
Dettes à long terme				
	172			
	173			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Poursuites

Des réclamations ont été intentées contre la Ville de Deux-Montagnes pour un montant total de 2 000 000 $. Les réclamations comprennent des sommes pour un achat de bacs de recyclage, des factures reliées à des travaux et des retenues de garantie, des sommes à titre de dommage punitif et des sommes dues suite à une annulation d'appel d'offre.

Au 31 décembre, des comptes à payer et des retenues de garantie d'un montant total de 1 000 000 $ sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière pour la Ville. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014 (Loi RRSM), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence pour ce groupe de participant. Concernant le groupe des participants actifs, puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats détaillés par organismes et l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2021 ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'année courante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	21 880 116	22 299 000	22 355 371			22 278 243
Compensations tenant lieu de taxes	2	608 912	530 000	672 834			672 834
Quotes-parts	3					4 486 203	
Transferts	4	1 266 428	992 200	1 231 293		105 628	1 311 921
Services rendus	5	3 883 045	4 386 300	4 500 302		771 319	5 271 621
Imposition de droits	6	2 014 649	944 600	1 896 652			1 896 652
Amendes et pénalités	7	352 734	365 000	389 928		212 029	601 957
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	123 260	175 000	256 465		475	256 940
Autres revenus	10	304 177	208 500	366 374		379 848	399 006
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	30 433 321	29 900 600	31 669 219		5 955 502	32 689 174
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	668 186		6 429 902			6 429 902
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	355 486		24 216			24 216
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 023 672		6 454 118			6 454 118
	22	31 456 993	29 900 600	38 123 337		5 955 502	39 143 292
Charges							
Administration générale	23	4 737 019	5 198 800	4 672 759	181 686		4 854 445
Sécurité publique	24	6 476 134	6 949 800	6 878 529	397 930	3 950 282	7 632 506
Transport	25	3 981 451	4 148 500	4 252 690	1 196 500		5 449 190
Hygiène du milieu	26	4 405 313	4 863 100	5 287 562	1 754 130	974 667	7 124 391
Santé et bien-être	27					624 739	522 611
Aménagement, urbanisme et développement	28	854 453	1 021 300	908 469	38 669		947 138
Loisirs et culture	29	3 607 485	4 402 800	4 313 249	803 953		5 117 202
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	631 092	768 000	598 587		90 290	688 877
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 108 630	4 000 000	4 372 868	(4 372 868)		
	34	28 801 577	31 352 300	31 284 713		5 639 978	32 336 360
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 655 416	(1 451 700)	6 838 624		315 524	6 806 932

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 655 416	(1 451 700)	6 838 624	315 524	6 806 932
Moins : revenus d'investissement	2	(1 023 672)	( )	(6 454 118)	( )	(6 454 118)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 631 744	(1 451 700)	384 506	315 524	352 814
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 108 630	4 000 000	4 372 868	460 571	4 833 439
Produit de cession	5	298 615		350 244	8 444	358 688
(Gain) perte sur cession	6	(289 267)		(350 244)	(6 131)	(356 375)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 117 978	4 000 000	4 372 868	462 884	4 835 752
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 565 098)	(2 629 000)	(2 435 025)	(204 429)	(2 639 454)
	18	(2 565 098)	(2 629 000)	(2 435 025)	(204 429)	(2 639 454)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 686 372)	(490 300)	(952 978)	(117 635)	(1 070 613)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		150 000	28 838	45	28 883
Excédent de fonctionnement affecté	21			19 325	(15 039)	4 286
Réserves financières et fonds réservés	22	(795 027)	421 000	244 847		244 847
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(16 565)	(16 565)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 481 399)	80 700	(659 968)	(149 194)	(809 162)
	26	(928 519)	1 451 700	1 277 875	109 261	1 387 136
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	703 225		1 662 381	424 785	1 739 950

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	1 023 672	6 454 118		6 454 118
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(131 845)	(125 824)	( )	(125 824)
Sécurité publique	3	(1 053 336)	(51 766)	(24 471)	(76 237)
Transport	4	(2 922 815)	(3 087 634)	( )	(3 087 634)
Hygiène du milieu	5	(1 652 037)	(1 023 256)	( )	(1 023 256)
Santé et bien-être	6	( )	( )	(93 164)	(93 164)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(113 057)	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(1 646 905)	(676 341)	( )	(676 341)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(7 519 995)	(4 964 821)	(117 635)	(5 082 456)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 352 514	23 822		23 822
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 686 372	952 978	117 635	1 070 613
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	893 002	288 418		288 418
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 207 245	403 685		403 685
Réserves financières et fonds réservés	18	397 465	287 576		287 576
	19	4 184 084	1 932 657	117 635	2 050 292
	20	(1 983 397)	(3 008 342)		(3 008 342)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(959 725)	3 445 776		3 445 776

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 501 043	870 753	1 068 289	1 739 042
Débiteurs (note 5)	2	16 200 980	23 098 549	809 568	23 824 547
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	2 000 000		2 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	81 000	123 000		51 420
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	21 783 023	26 092 302	1 877 857	27 615 009
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			200 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 404 346	8 087 104	4 478 076	8 917 977
Revenus reportés (note 12)	12	105 397	375 735	1 746 423	2 122 158
Dette à long terme (note 13)	13	29 604 715	26 611 318	2 405 529	29 016 847
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			71 580	
Autres passifs (note 14)	15				
	16	37 114 458	35 074 157	8 901 608	40 056 982
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(15 331 435)	(8 981 855)	(7 023 751)	(12 441 973)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	87 890 690	88 482 644	7 751 916	96 234 560
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	133 700	85 700		85 700
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	343 529	288 619	66 833	355 452
	23	88 367 919	88 856 963	7 818 749	96 675 712
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 536 458	6 495 533	(3 420 347)	4 941 576
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 723 401	1 852 428		1 852 428
Réserves financières et fonds réservés	26	2 786 022	2 245 249	218 420	2 463 669
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	(166 901)	(166 901)
Financement des investissements en cours	28	(2 947 302)	340 835		340 835
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	65 937 905	68 941 063	4 163 826	74 802 132
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	73 036 484	79 875 108	794 998	84 233 739

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 918 200	9 321 909	12 071 453	11 347 015
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 648 100	2 397 142	3 090 226	2 965 853
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5	568 500	690 153	690 153	449 174
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	7 776 300	8 369 688	9 870 797	8 477 110
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	422 000	389 330	480 596	466 824
D'autres organismes municipaux	10				5 866
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	233 000	235 893	235 988	258 573
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	113 000	(26 636)	(27 707)	(1 440)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	5 440 800	5 350 860	918 299	877 348
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	207 400	161 051	161 051	179 720
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 000 000	4 372 868	4 833 439	4 566 432
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21	25 000	22 455	12 065	50 060
▪	22				
▪	23				
	24	31 352 300	31 284 713	32 336 360	29 642 535

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 941 576	3 819 045
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 852 428	1 723 401
Réserves financières et fonds réservés	3	2 463 669	3 004 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(166 901)	(184 011)
Financement des investissements en cours	5	340 835	(2 947 302)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	74 802 132	72 010 974
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	84 233 739	77 426 807
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 495 533	5 536 458
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(1 553 957)	(1 717 413)
	11	4 941 576	3 819 045
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parc du Centenaire	12	244 793	92 755
▪ Communication -site web	13	65 000	65 000
▪ Digue	14	418 573	822 259
▪ Mur anti-bruit	15	658 387	658 387
▪ Urbanisme	16	63 115	85 000
▪ Arbres	17	2 560	
▪ Transport de matières rés.	18	400 000	
▪	19		
▪	20		
	21	1 852 428	1 723 401
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 852 428	1 723 401

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Élection	27	201 564	203 051
▪ Maintien des actifs	28	275 000	250 000
▪ Services de l'eau	29	397 343	505 000
▪ Autres	30	11 000	492 772
▪ Transport en commun	31	500 000	500 000
	32	1 384 907	1 950 823
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	596 210	704 534
Organismes contrôlés et partenariats	38	218 420	218 678
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	264 132	130 665
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45		
Autres			
▪	46		
▪	47		
	48	1 078 762	1 053 877
	49	2 463 669	3 004 700

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53	( )	( )
Autres	54	(166 901)	(184 011)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55	( )	( )
	56	(166 901)	(184 011)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	58	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59	( )	( )
Autres			
▪	60	( )	( )
▪	61	( )	( )
	62	(166 901)	(184 011)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	65	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	66	( )	( )
Autres			
▪	67	( )	( )
▪	68	( )	( )
	69	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	70	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	71	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	72	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73	( )	( )
Autres			
▪	74	( )	( )
▪	75	( )	( )
	76	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	77		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80		
Autres			
▪	81		
	82		
	83	(166 901)	(184 011)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84	1 018 997	617 777
Investissements à financer	85	(678 162)	(3 565 079)
	86	340 835	(2 947 302)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	96 234 560	95 987 641
Propriétés destinées à la revente	88		
Prêts	89		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	96 234 560	95 987 641
Ajustements aux éléments d'actif	93		
	94	96 234 560	95 987 641
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95	(29 016 847)	(32 411 277)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96	(107 681)	(131 901)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	7 692 100	8 566 511
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99		
	100	(21 432 428)	(23 976 667)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101	( )	( )
	102	(21 432 428)	(23 976 667)
	103	74 802 132	72 010 974

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Administration municipale

Le Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Deux-Montagnes est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes:

- 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier;
- le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées;
- le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle complète a été effectué en date du 31 décembre 2019.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes :

- 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier;
- le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées;
- le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date de la retraite normale est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.
La loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2022.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(42 514)	(108 570)
Charge de l'exercice	4	(783 971)	(867 542)
Cotisations versées par l'employeur	5	877 905	933 598
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	51 420	(42 514)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	41 397 975	44 922 807
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(41 446 534)	(44 922 807)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(48 559)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	99 979	(42 514)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	51 420	(42 514)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	51 420	(42 514)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	13 218 975	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(13 267 534)	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(48 559)	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 577 077	1 715 775
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	38 848	
	20	1 615 925	1 715 775
Cotisations salariales des employés	21	(828 236)	(877 669)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(39 567)	( )
	23	748 122	838 106
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	36 928	30 876
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	2 000	
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	787 050	868 982
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 570 483	2 312 806
Rendement espéré des actifs	33	(2 573 562)	(2 314 246)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(3 079)	(1 440)
Charge de l'exercice	35	783 971	867 542
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(3 155 497)	4 343 242
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(2 573 562)	(2 314 246)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(5 729 059)	2 028 996
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	5 549 775	(2 116 451)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 989 038	1 914 126
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	2 007 164	4 410 917
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,19 %	5,67 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,88 %	5,67 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,81 %	2,81 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,15 %	2,15 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	

Description des régimes et autres renseignements

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue au régime de retraite par financement salarial FTQ pour les salariés pompiers.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117	65 426	44 875
	118	65 426	44 875

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	11 893	10 623
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	47 721	41 496
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	47 721	41 496

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 568 278	15 491 150	15 093 110
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	712 282	712 282	669 864
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	423 003	423 003	463 836
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	16 703 563	16 626 435	16 226 810
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 389 452	1 389 452	1 364 110
Égout	13	1 334 605	1 334 605	1 310 427
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 157 753	1 157 753	1 148 027
Autres				
▪ Transport en commun	16	683 980	683 980	677 238
▪ Déneigement	17	949 415	949 415	939 939
▪ Piscines	18	50 369	50 369	50 175
Centres d'urgence 9-1-1	19	86 234	86 234	89 041
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	5 651 808	5 651 808	5 578 957
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	5 651 808	5 651 808	5 578 957
	29	22 355 371	22 278 243	21 805 767

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	58 951	58 951	49 416
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	613 883	613 883	559 496
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	672 834	672 834	608 912
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	672 834	672 834	608 912

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			188 110
Sécurité publique				
Police	50		60 264	
Sécurité incendie	51	43 388	43 388	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	15 001	15 001	15 001
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	155 230	155 230	118 029
Traitement des eaux usées	66		60	265
Réseaux d'égout	67	199 757	199 757	118 270
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	255 994	255 994	243 815
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76		20 304	28 134
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	14 306	14 306	26 445
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	85 733	85 733	85 062
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	769 409	850 037	823 131

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			7 160
Sécurité incendie	90	25 576	25 576	
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	5 131 000	5 131 000	
Enlèvement de la neige	94			
Autres	94			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103			
Réseau de distribution de l'eau potable	104	762 500	762 500	
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106	310 000	310 000	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114	63 520	63 520	648 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	137 306	137 306	20 186
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
Réseau d'électricité	125			
	126	6 429 902	6 429 902	675 346

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	233 101	233 101	329 790
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	228 783	228 783	141 906
Dotation spéciale de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	461 884	461 884	471 696
TOTAL DES TRANSFERTS	139	7 661 195	7 741 823	1 970 173

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140	768 956	768 956	773 953
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	768 956	768 956	773 953
Sécurité publique				
Police	144		139 624	76 792
Sécurité incendie	145	1 598 774	1 598 774	1 334 243
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	1 598 774	1 738 398	1 411 035
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	57 970	57 970	64 133
Enlèvement de la neige	150	5 994	5 994	5 741
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	63 964	63 964	69 874
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	351 501	351 501	
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	351 501	351 501	
Réseau d'électricité	180			
	181	2 783 195	2 922 819	2 254 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	1 168 157	1 168 157	947 986
	185	1 168 157	1 168 157	947 986
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	14 261	14 261	37 746
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	14 261	14 261	37 746
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	10 186	10 186	24 056
	199	10 186	10 186	24 056
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	82 595	82 595	155 696
	210	82 595	82 595	155 696

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213		631 695	625 892
	214		631 695	625 892
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	14 500	14 500	18 800
	219	14 500	14 500	18 800
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	416 706	416 706	508 776
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	10 702	10 702	11 916
Autres	222			
	223	427 408	427 408	520 692
Réseau d'électricité	224			
	225	1 717 107	2 348 802	2 330 868
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	4 500 302	5 271 621	4 585 730

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	45 697	45 697	55 634
Droits de mutation immobilière	228	1 850 955	1 850 955	1 959 015
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 896 652	1 896 652	2 014 649
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	389 928	601 957	595 242
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	256 465	256 940	123 286
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	350 244	356 375	287 692
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	40 346	66 847	397 069
	245	390 590	423 222	684 761
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	421 216	180	421 396	421 396	373 232
Greffe et application de la loi	2	1 988 681	10 519	1 999 200	1 999 200	1 937 230
Gestion financière et administrative	3	1 687 472	170 987	1 858 459	1 858 459	1 767 776
Évaluation	4	244 024		244 024	244 024	508 049
Gestion du personnel	5	290 157		290 157	290 157	251 177
Autres						
▪ Autres	6	41 209		41 209	41 209	68 886
▪	7					
	8	4 672 759	181 686	4 854 445	4 854 445	4 906 350
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 944 480	74 147	4 018 627	4 374 674	4 274 007
Sécurité incendie	10	2 870 952	323 783	3 194 735	3 194 735	2 799 313
Sécurité civile	11	62 117		62 117	62 117	65 432
Autres	12	980		980	980	11 984
	13	6 878 529	397 930	7 276 459	7 632 506	7 150 736
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 749 989	1 099 080	2 849 069	2 849 069	2 677 320
Enlèvement de la neige	15	842 520	26 736	869 256	869 256	755 725
Éclairage des rues	16	122 284	27 659	149 943	149 943	172 557
Circulation et stationnement	17	137 860	43 025	180 885	180 885	141 250
Transport collectif						
Transport en commun	18	573 775		573 775	573 775	552 089
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	826 262		826 262	826 262	660 648
	22	4 252 690	1 196 500	5 449 190	5 449 190	4 959 589

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 129 298	395 078	1 524 376	1 524 376	1 344 790
Réseau de distribution de l'eau potable	24	762 128	385 737	1 147 865	1 147 865	1 155 780
Traitement des eaux usées	25	851 974	509 609	1 361 583	1 444 282	846 990
Réseaux d'égout	26	920 075	413 163	1 333 238	1 333 238	1 338 828
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	300 762		300 762	300 762	280 142
Élimination	28	250 550		250 550	250 550	267 736
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	270 617		270 617	270 617	270 674
Tri et conditionnement	30	32 262		32 262	32 262	39 392
Matières organiques						
Collecte et transport	31	417 826		417 826	417 826	342 770
Traitement	32	125 434		125 434	125 434	129 810
Matériaux secs	33	76 636		76 636	76 636	63 889
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	150 000	50 543	200 543	200 543	59 985
	40	5 287 562	1 754 130	7 041 692	7 124 391	6 140 786
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41				522 611	487 819
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44				522 611	487 819

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	892 714	38 669	931 383	931 383	871 002
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	15 755		15 755	15 755	17 176
	52	908 469	38 669	947 138	947 138	888 178
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	931 120	704 755	1 635 875	1 635 875	1 566 847
Patinoires intérieures et extérieures	54	729 873		729 873	729 873	402 235
Piscines, plages et ports de plaisance	55	374 287		374 287	374 287	194 749
Parcs et terrains de jeux	56	1 213 005		1 213 005	1 213 005	1 062 810
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	107 293		107 293	107 293	191 733
	60	3 355 578	704 755	4 060 333	4 060 333	3 418 374
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	952 390	99 198	1 051 588	1 051 588	946 088
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	5 281		5 281	5 281	14 792
	66	957 671	99 198	1 056 869	1 056 869	960 880
	67	4 313 249	803 953	5 117 202	5 117 202	4 379 254

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	566 211		566 211	656 561	669 842
Autres frais	70	59 012		59 012	60 023	61 421
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	(26 636)		(26 636)	(27 707)	(1 440)
Autres	72					
	73	598 587		598 587	688 877	729 823
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	4 372 868	(4 372 868)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	798 042	798 042	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	196 472	196 472	83 161
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 063 871	2 063 871	2 255 530
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	296 952	296 952	613 393
Autres infrastructures	11	853 823	853 823	1 629 485
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	211 358	211 358	71 961
Édifices communautaires et récréatifs	14	166 919	166 919	320 602
Améliorations locatives	15		10 120	5 410
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	130 909	135 945	1 246 955
Ameublement et équipement de bureau	18	86 489	93 238	196 934
Machinerie, outillage et équipement divers	19	86 470	182 200	376 790
Terrains	20	73 516	73 516	841 474
Autres	21			
	22	4 964 821	5 082 456	7 641 695

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	798 042	798 042	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	196 472	196 472	83 161
Autres infrastructures	27	3 214 646	3 214 646	4 498 408
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	755 661	873 296	3 060 126
	34	4 964 821	5 082 456	7 641 695

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	130 665		(147 418)	278 083
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 738 788		393 484	2 345 304
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	21 107 214	2 886 784	5 184 957	18 809 041
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	23 976 667	2 886 784	5 431 023	21 432 428
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 962 056		828 047	7 134 009
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	604 455	24 216	70 580	558 091
Autres tiers	12				
	13	8 566 511	24 216	898 627	7 692 100
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	8 566 511	24 216	898 627	7 692 100
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 566 511	24 216	898 627	7 692 100
	19	32 543 178	2 911 000	6 329 650	29 124 528
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	32 543 178	2 911 000	6 329 650	29 124 528

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	26 611 319
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	678 162
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	264 132
Débiteurs	9	7 177 418
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	19 847 931
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	1 890 847
Endettement net à long terme	16	21 738 778
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	121 228
Autres organismes	19	1 383 027
Endettement total net à long terme	20	23 243 033
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	23 243 033
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	3 580 587		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	573 775	573 775	550 463
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	851 974		
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	344 524	344 524	326 885
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	5 350 860	918 299	877 348

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 964 821	7 519 995
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 964 821	7 519 995

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	22,72	35,00	41 350,00	**********	**********	**********
Professionnels	2	1,00	16,00	600,00	**********	**********	**********
Cols blancs	3	35,00	33,50	61 318,00	**********	**********	**********
Cols bleus	4	54,00	38,00	106 724,00	**********	**********	**********
Policiers	5						
Pompiers	6	20,00	42,00	43 680,00	**********	**********	**********
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	132,72		253 672,00	**********	**********	**********
Élus	9	7,00			289 130	73 825	362 955
	10	139,72			**********	**********	**********

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	155 230	259 250	503 250		917 730
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	199 757	105 400	204 600		509 757
Autres	16	861 305	1 883 076	3 471 020	18 307	6 233 708
	17	1 216 292	2 247 726	4 178 870	18 307	7 661 195

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	7 791	7 907
Évaluation	2		
Autres	3	4 996	5 573
	4	12 787	13 480
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	57 566	59 256
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	57 566	59 256
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	135 963	132 813
Enlèvement de la neige	11	6 557	8 158
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	1 048	1 574
	15	143 568	142 545
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	99 252	110 572
Réseau de distribution de l'eau potable	17	75 471	81 569
Traitement des eaux usées	18	32 632	35 435
Réseaux d'égout	19	108 460	114 093
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	12 496	9 860
	26	328 311	351 529
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	5 211	5 386
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	5 211	5 386
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	33 088	38 107
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 653	9 345
Autres	38	10 403	11 444
	39	51 144	58 896
Réseau d'électricité	40		
	41	598 587	631 092

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mairie	Maire	88 434	17 546	68 782	
District du Grand-Moulin	Conseiller	21 679	10 839		
District de l' Olympia	Conseiller	19 350	9 675		
District de la Gare	Conseiller	19 350	9 675		
District du Coteau	Conseiller	19 350	9 675		
District du Golf	Conseiller	23 021	11 511		
District du Lac	Conseiller	19 350	9 675		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

			OUI		NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 500 000 $				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	$				
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5		6	X		

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 3 : Autres revenus	9	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	$
Ligne 9 : Autres charges	13	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	$
Ligne 14 : Débiteurs	16	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	19	$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	$
Ligne 24 : Libres	22	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	$
Constatés au cours de l'exercice	26	$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 28 [ ] 29 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 30 _____ $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 31 [X] 32 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 — 33 158 564 $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 36 _____ $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 39 _____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 40 [X] 41 [ ]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 42 [ ] 43 [X]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 44 [ ] 45 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 46 _____ $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 47 [ ] 48 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 49 _____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 50 [ ] 51 [X]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 52 _____ $

   b) autres formes d'aide — 53 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022	54	$
Facteur comparatif de 2022	55	
Valeur uniformisée	56	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD — 57 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	58	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	59	$
Chaussées pavées - entretien préventif	60	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	61	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	62	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	63	$
Systèmes de drainage	64	$
Abords de routes	65	$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	66	$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	67	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	68	$
c) Total des frais encourus admissibles	69	$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	70	
b) Date d'adoption de la résolution	71	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 [X] 73 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 74 2003-591

b) Date d'adoption de la résolution 75 2003-12-11

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 795

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 636

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 1

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 [ ] 87 [X]

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		OUI		NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».				
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	13		14	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	17		18	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	19		20	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

X J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

X Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

X Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil :	2023-06-15
Nom du signataire :	Julie Guindon
Fonction du signataire :	Directrice générale adjointe et trésoriè
Date de transmission au Ministère :	2023-06-15
Date et heure de la dernière modification :	2023-06-15 13:22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	30 433 321	29 900 600	31 669 219	5 955 502	32 689 174
Investissement	2	1 023 672		6 454 118		6 454 118
	3	31 456 993	29 900 600	38 123 337	5 955 502	39 143 292
Charges	4	28 801 577	31 352 300	31 284 713	5 639 978	32 336 360
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 655 416	(1 451 700)	6 838 624	315 524	6 806 932
Moins : revenus d'investissement	6	(1 023 672)	)	(6 454 118)	)	(6 454 118)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 631 744	(1 451 700)	384 506	315 524	352 814
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 108 630	4 000 000	4 372 868	460 571	4 833 439
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 565 098)	(2 629 000)	(2 435 025)	(204 429)	(2 639 454)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(1 686 372)	(490 300)	(952 978)	(117 635)	(1 070 613)
Excédent (déficit) accumulé	12	(795 027)	571 000	293 010	(31 559)	261 451
Autres éléments de conciliation	13	9 348			2 313	2 313
	14	(928 519)	1 451 700	1 277 875	109 261	1 387 136
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	703 225		1 662 381	424 785	1 739 950

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022		2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 501 043	870 753	1 739 042	4 274 974
Débiteurs	2	16 200 980	23 098 549	23 824 547	17 213 400
Placements de portefeuille	3	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Autres	4	81 000	123 000	51 420	
	5	21 783 023	26 092 302	27 615 009	23 488 374
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	29 604 715	26 611 318	29 016 847	32 411 277
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8				42 514
Autres	9	7 509 743	8 462 839	11 040 135	10 132 497
	10	37 114 458	35 074 157	40 056 982	42 586 288
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(15 331 435)	(8 981 855)	(12 441 973)	(19 097 914)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	87 890 690	88 482 644	96 234 560	95 987 641
Autres	13	477 229	374 319	441 152	537 080
	14	88 367 919	88 856 963	96 675 712	96 524 721
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	5 536 458	6 495 533	4 941 576	3 819 045
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 723 401	1 852 428	1 852 428	1 723 401
Réserves financières et fonds réservés	17	2 786 022	2 245 249	2 463 669	3 004 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	(166 901)	(184 011)
Financement des investissements en cours	19	(2 947 302)	340 835	340 835	(2 947 302)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	65 937 905	68 941 063	74 802 132	72 010 974
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	73 036 484	79 875 108	84 233 739	77 426 807

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parc du Centenaire	23	244 793	92 755
▪ Communication -site web	24	65 000	65 000
▪ Digue	25	418 573	822 259
▪ Mur anti-bruit	26	658 387	658 387
▪ Urbanisme	27	63 115	85 000
▪ Arbres	28	2 560	
▪ Transport de matières rés.	29	400 000	
▪	30		
▪	31		
	32	1 852 428	1 723 401
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33		
	34	1 852 428	1 723 401
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 245 249	2 786 022
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	218 420	218 678
	37	4 316 097	4 728 101

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	19 847 931
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	23 243 033

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	278 083	130 665
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	18 809 041	21 107 214
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 345 304	2 738 788
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 134 009	7 962 056
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	558 091	604 455
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	29 124 528	32 543 178

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	21 880 116	22 299 000	22 355 371	22 278 243
Compensations tenant lieu de taxes	13	608 912	530 000	672 834	672 834
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 266 428	992 200	1 231 293	1 311 921
Services rendus	16	3 883 045	4 386 300	4 500 302	5 271 621
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 367 383	1 309 600	2 286 580	2 498 609
Autres	18	427 437	383 500	622 839	655 946
	19	30 433 321	29 900 600	31 669 219	32 689 174
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	668 186		6 429 902	6 429 902
Autres	23	355 486		24 216	24 216
	24	1 023 672		6 454 118	6 454 118
	25	31 456 993	29 900 600	38 123 337	39 143 292

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	4 672 759	181 686	4 854 445	4 854 445	4 906 350
Sécurité publique						
Police	2	3 944 480	74 147	4 018 627	4 374 674	4 274 007
Sécurité incendie	3	2 870 952	323 783	3 194 735	3 194 735	2 799 313
Autres	4	63 097		63 097	63 097	77 416
Transport						
Réseau routier	5	2 852 653	1 196 500	4 049 153	4 049 153	3 746 852
Transport collectif	6	573 775		573 775	573 775	552 089
Autres	7	826 262		826 262	826 262	660 648
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 663 475	1 703 587	5 367 062	5 449 761	4 686 388
Matières résiduelles	9	1 474 087		1 474 087	1 474 087	1 394 413
Autres	10	150 000	50 543	200 543	200 543	59 985
Santé et bien-être	11				522 611	487 819
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	892 714	38 669	931 383	931 383	871 002
Promotion et développement économique	13					
Autres	14	15 755		15 755	15 755	17 176
Loisirs et culture	15	4 313 249	803 953	5 117 202	5 117 202	4 379 254
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	598 587		598 587	688 877	729 823
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	26 911 845	4 372 868	31 284 713	32 336 360	29 642 535
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 372 868	(4 372 868)			
	21	31 284 713		31 284 713	32 336 360	29 642 535

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	1 023 672	6 454 118		6 454 118
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(7 519 995)	(4 964 821)	(117 635)	(5 082 456)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 352 514	23 822		23 822
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 686 372	952 978	117 635	1 070 613
Excédent accumulé	6	2 497 712	979 679		979 679
	7	(1 983 397)	(3 008 342)		(3 008 342)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(959 725)	3 445 776		3 445 776

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14